

**CONSEIL DE PRUD'HOMMES
DE NIORT**

6, Rue de la Préfecture
79028 NIORT CEDEX 9

RG N° F 10/00301

SECTION Commerce

AFFAIRE
Francis BOISSIMON
contre
SNCF

MINUTE N° 11/720

Qualification du jugement :
contradictoire
en premier ressort

Notification le :

Date de la réception

par le demandeur :

par le défendeur :

Expédition revêtue de
la formule exécutoire
délivrée

le :

à :

**REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS**

JUGEMENT

Prononcé le 01 Avril 2011

Monsieur Francis BOISSIMON
PN 368
79360 BELLEVILLE

DEMANDEUR

Assisté de Maître CHAUVIN, Avocat au barreau des Deux-Sèvres

SNCF

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS
Siège Social : 34, Rue du Commandant R. Mouchotte
75014 PARIS

DEFENDEUR

Représenté par Monsieur EPIARD, Conseiller Mobilité dûment mandaté,
assisté de Maître BURGERES substituant Maître COURET, Avocat au barreau de POITIERS

- Composition du bureau de jugement lors des débats et du délibéré

Madame Fabienne CHEVREAU, Président Conseiller (S)
Monsieur Rémy OLIVIER, Assesseur Conseiller (S)
Madame Nathalie NAVARRO, Assesseur Conseiller (E)
Madame Christiane SAUVAGET, Assesseur Conseiller (E)
Assistés lors des débats de Madame Roseline NIVET, Greffier

PROCEDURE

- Date de la réception de la demande : 30 Août 2010

- Audience de conciliation : 24 septembre 2010

.convocation demandeur : 31/08/10 (par LS)
.convocation défendeur : 31/08/10 (par LR.AR + LS)
LR.AR reçue le 01/09/10

- Audience de jugement : 4 février 2011

.convocation demandeur (Art. R. 1454-17 du CT) : 24/09/10
.convocation défendeur (Art. R. 1454-17 du CT) : 24/09/10

- Débats à l'audience publique de jugement du : 4 février 2011

EXTRAIT DES MINUTES
du Conseil de Prud'hommes
DE NIORT (Deux Sèvres)

A l'audience de conciliation du 24 septembre 2010, aucune transaction n'est intervenue ; l'affaire a été renvoyée devant le bureau de jugement à l'audience publique du 4 février 2011 à 14 heures.

A cette date, après observations des parties, plaidoiries devant le Conseil, dépôt de pièces, l'affaire a été mise en délibéré jusqu'au 1^{er} avril 2011 à 14 heures.

- bulletins mentionnant la date du prononcé de jugement remis à l'issue des débats aux parties et à leur conseil -

A ce jour, le Conseil prononce le jugement dont la teneur suit :

FAITS ET PRETENTIONS DES PARTIES

Le 16 octobre 1972, Monsieur BOISSIMON est engagé par la SNCF comme agent du cadre permanent.

A compter de 2004, il exerce les fonctions de Chef de bord Principal au sein de l'Etablissement commercial Trains de Bordeaux, Unité Poitou-Charentes.

En mars 2004, suite à une hernie discale, Monsieur BOISSIMON fait l'objet d'un arrêt de travail de 10 jours.

Le 11/09/2006, Monsieur BOISSIMON en arrêt de travail depuis près de trois ans, se rapproche du Pôle des Ressources Humaines de son Etablissement en indiquant que son état de santé n'offrait pas de perspective de reprise et demande quelles solutions étaient envisageables.

Suite à plusieurs rappels sur les différentes possibilités qui lui sont offertes, Monsieur BOISSIMON se montre intéressé par une mise à la réforme.

Le 12/09/06, Monsieur BOISSIMON par courrier, suite à sa situation médicale, accepte la proposition de mise à la réforme.

Le 27/11/06, sa demande est normalement instruite et sa mise à la réforme lui est notifiée.

Monsieur BOISSIMON contestant sa mise à la réforme, saisit le Conseil de Prud'Hommes le 30/08/10 et le jour de l'audience de jugement, il formule les demandes suivantes :

Condamner la SNCF à lui verser à titre de dommages et intérêts les sommes suivantes :

- Pour non-respect des délais de procédure..... 5.000,00 €
- Au titre de la perte de revenus de fin 2006 à
2010..... 5.797,60 €

- Dire et juger que la SNCF devra faire le nécessaire pour voir modifier le calcul de la pension de retraite de Monsieur BOISSIMON afin qu'il puisse bénéficier pour l'avenir et donc jusqu'à son décès d'une pension correspondant à la pension perçue par un agent situé au moment de la cessation de ses fonctions en position "14."

- A défaut, condamner la SNCF à verser à Monsieur BOISSIMON, en réparation du préjudice subi, la somme de..... 45.000,00 €

Condamner la SNCF à verser à Monsieur BOISSIMON, au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile, la somme de..... 2.500,00 €

Le défendeur quant à lui, demande au Conseil :

Au principal,

- De déclarer la demande de Monsieur BOISSIMON irrecevable.

Subsidiairement,

- De débouter Monsieur BOISSIMON de toutes ses demandes.

- De le condamner aux dépens.

MOTIVATION DU CONSEIL

Sur la validité de la mise à la réforme de Monsieur BOISSIMON

Attendu que le référentiel RH0360 distingue deux situations, selon que cette réforme est à l'initiative de la SNCF ou de l'agent.

Attendu que le 11/09/06, Monsieur BOISSIMON contacte le service des Ressources Humaines de son Etablissement pour échanger sur sa situation et connaître les différentes options qui s'offrent à lui.

Que par courrier du 12/09/2006, le salarié confirme sa demande : "Suite à notre entretien du 11/09/2006, je vous confirme, que selon ma situation médicale, j'accepte votre proposition de mise en réforme à la position 13."

Attendu de plus que la SNCF, compte tenu de la situation difficile du salarié, décide de faire droit à sa demande et de lui octroyer la position de rémunération 13 avec effet rétroactif.

Attendu dès lors que l'article H 28 du RH 0360 devait s'appliquer, c'est-à-dire : réforme à l'initiative de l'agent.

Attendu que dans cet article il est stipulé : "la procédure suivie est alors identique à celle définie aux articles 25 à 27, compte tenu des précisions suivantes :

- la décision de mise à la réforme est applicable immédiatement. L'agent dispose du délai de contestation de 15 jours, prévu à l'article 27II b) ci-dessus."

Attendu que sur les deux fiches intitulées "procédure de mise à la réforme" volets A et B, Monsieur BOISSIMON a coché la case : "réforme sur demande de l'agent."

Attendu que toutes ces pièces sont antérieures au 27/11/06, elles démontrent bien que la mise à la réforme émane bien du salarié et non de la SNCF.

Le Conseil de Prud'Hommes dit que la SNCF a bien respecté la procédure de mise à la réforme de son agent.

Sur l'irrecevabilité de la demande de Monsieur BOISSIMON

Attendu que sur le référentiel RH0360 applicable à partir du 01/05/2004 il est stipulé : "Recours avant notification de la réforme : L'agent dispose d'un délai de quinze jours pour contester les conclusions du médecin de région sur les aptitudes et /ou les propositions de reclassement du chef de la division des ressources humaines.

Cette contestation , formulée par écrit, est portée devant la commission médicale."

Attendu que la SNCF par courrier du 27/11/06 rappelle à Monsieur BOISSIMON les dispositions du référentiel RH0360.

Qu'au-delà de ce délai, la mise à la réforme est définitive et la demande de l'agent est prescrite.

Attendu que Monsieur BOISSIMON n'a pas utilisé cette voie de recours,

Le Conseil de Prud'Hommes dit que sa demande est irrecevable.

- PAR CES MOTIFS -

Le Conseil statuant publiquement, contradictoirement, en premier ressort et après en avoir délibéré conformément à la loi,

Dit que la demande de Monsieur BOISSIMON est irrecevable et le déboute de l'ensemble de ses demandes.

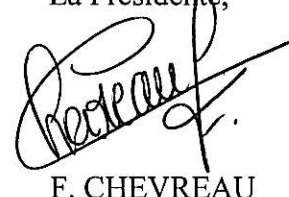
Condamne Monsieur BOISSIMON aux dépens.

Ainsi fait, jugé, rédigé par le bureau de jugement et prononcé en audience publique le 01 Avril 2011 à 14 heures par Madame Fabienne CHEVREAU, Présidente.

Le Greffier,


R. NIVET

La Présidente,


F. CHEVREAU

Pour copie conforme
sur 4 pages
Le Greffier en Chef

A. MORISSON

ADJOINT ADM